

AGIR POUR LE SYNDICALISME...

«Pour exprimer cela par une image, je dirais: les réformes de répartition, c'est vouloir tailler un morceau plus grand dans un gâteau de dimension donnée; les réformes de structure, c'est faire un gâteau plus grand.

Bien entendu, cet objectif ne peut être atteint qu'à certaines conditions essentielles, que pour finir j'énumérerai brièvement.

La première, c'est qu'il faut que les transformations économiques soient l'œuvre d'une majorité, qui a conquis le pouvoir en vue de ces transformations, et qui est décidée à le maintenir fermement pour leur exécution.

Peu importe que ce pouvoir soit exercé par un seul parti ou par une coalition, l'essentiel, c'est qu'il soit exercé par un gouvernement qui est arrivé au pouvoir avec un programme d'exécution immédiate, qui implique un plan détaillé et précis, et une identité complète de la plate-forme de propagande avec le programme de gouvernement».

Henri DE MAN - Congrès du Parti ouvrier belge - Noël 1933.

«L'objet de ce plan est une transformation économique et politique du pays, qui consiste à réaliser dans l'ordre politique, une réforme de l'État et du régime parlementaire qui crée les bases d'une véritable démocratie économique et sociale.

Tous les pouvoirs émaneront du suffrage universel pur et simple.

Le pouvoir législatif sera exercé par une Chambre unique dont tous les membres seront élus au suffrage universel.

Cette chambre, dont les méthodes de travail seront simplifiées et adaptées aux nécessités de l'organisation sociale moderne, sera assistée dans l'élaboration des lois par des conseils consultatifs dont les membres seront choisis en partie en dehors du Parlement, en raison de leur compétence reconnue...»;

LE PLAN DU TRAVAIL - Congrès du Parti ouvrier belge - Noël 1933.

L'affirmation de la première internationale: *«l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes»* implique le droit pour la classe ouvrière de s'organiser d'une manière autonome, sur un plan de classe, pour défendre très précisément ses intérêts de classe.

Face à la société capitaliste, les travailleurs édifient leurs propres organisations, définissent leurs revendications, opposent aux conceptions bourgeoises leurs propres conceptions de l'organisation sociale.

La création des bourses du travail puis de la C.G.T. s'inscrivent dans cette conception des rapports de classes.

Qu'importe alors les illusions réformistes ou les outrances révolutionnaires... La logique de l'action de classe se charge de ramener les choses à leurs justes proportions.

Il n'est personne aujourd'hui dans le mouvement ouvrier, pour contester à la sécurité sociale, le caractère d'une conquête ouvrière (Remise en cause aujourd'hui par la bourgeoisie.).

De même, le plus obstiné partisan de la politique de la présence ne peut nier que les conquêtes ouvrières résultent pour l'essentiel de l'action directe, de la grève, c'est-à-dire de la guerre sociale.

La bourgeoisie a vite compris le danger que constitue pour la survie de son régime la seule existence d'organisations de classe, quelle que soit par ailleurs les conceptions de ceux qui les dirigent.

C'est pourquoi, elle s'est ingéniée à détruire le caractère autonome des organisations ouvrières d'abord par la violence (Allemagne, Italie, Espagne...) afin de leur substituer des organisations mixtes (patrons-salariés) destinée à œuvrer pour la défense d'un prétendu *«intérêt général»*.

Mais l'usage de la violence engendre nécessairement un certain nombre d'excès qui ne sont pas sans inconvénient pour les bourgeois eux-mêmes.

Aussi s'est-on efforcé et plus particulièrement au cours des deux dernières décades, de mettre au point des méthodes plus insidieuses devant permettre d'éviter le recours systématique à la violence que les expériences fascistes et nationales-socialistes ont quelque peu dévaluées.

Tel est le sens de la politique obstinément poursuivie depuis la libération par De Gaulle, ses amis et... quelques autres qui se prétendent ses adversaires!

Il faut dire que si le vocabulaire s'est modernisé (encore que les fascistes et les nationaux-socialistes savaient eux aussi user de la phrase gauche) le fond reste le même.

Il s'agit essentiellement de contester l'existence de la lutte de classe (voire même l'existence des classes !!) et, partant de là, préconiser «*l'association capital-travail*».

Il faut d'ailleurs reconnaître que la bourgeoisie ne cache pas ses objectifs et quand M. Pompidou déclare à l'O.R.T.F.:

«*Nous avons voulu par la gestion paritaire entre employeurs et salariés, représentants des syndicats, mettre les hommes en face et les obliger à s'entendre et à se sentir responsables*». (De quoi?).

Ne croirait-on pas entendre le Maréchal Pétain?

Plus loin, M. Pompidou prend même le soin de nous prévenir:

«*Ce que nous avons fait, eh bien! évidemment, ce n'est pas une révolution immédiate; je suis pour ma part profondément persuadé que c'était le meilleur moyen de faire échouer la réforme que d'avoir dès le départ des ambitions démesurées. Donc il s'agit d'un premier pas, mais c'est un pas très important*».

Dans ces conditions, la politique de la présence doit être poursuivie avec beaucoup de circonspection.

Il est clair, par exemple, que notre présence dans les nouveaux conseils d'administration des caisses de la Sécurité Sociale, ne saurait avoir le même caractère qu'avant les ordonnances.

Nous ne pouvons prétendre, sous peine de mystifier les travailleurs au rôle de gestionnaire dans des conseils d'administration où le patronat dispose d'une majorité de fait.

C'est pourquoi nous avons décidé de refuser systématiquement les postes de responsabilités dans les nouveaux conseils d'administrations.

Nos administrateurs ne seront plus les co-gestionnaires d'une gestion qui leur échappe totalement mais les censeurs sévères de la gestion patronale.

Il ne s'agit pas, bien entendu, de quitter systématiquement tous les endroits où peut se faire entendre la voix des travailleurs.

Encore bien moins «*se contenter d'affirmations générales ou de vagues formules de propagande*» (1). Encore que le rôle essentiel des syndicats a été et demeure d'exprimer le plus clairement possible les besoins des travailleurs. La revendication des huit heures était-elle un «*vague slogan*» ou un mot d'ordre juste?

Nous pouvons exprimer des doutes quant à l'efficacité de la politique de la présence, pour autant, nous ne la remettons pas en cause.

Mais aujourd'hui, on prétend nous faire passer de la politique de la présence à la «*participation*»!

Il nous semble qu'il y a là plus qu'un changement de vocabulaire. Etre présent ou participer n'implique pas nécessairement le même genre d'activité.

En Loire-Atlantique, nous refusons de «*participer*» aux activités des C.O.D.E.R. dont le but ne se limite plus à permettre une confrontation patrons-salariés mais pourrait conduire à «*transformer notre*

(1) F.O. Magazine n°18 - Juillet-Août 1967.

front syndical, pratiquement limité à la classe ouvrière industrielle, en un front de travail qui englobe toutes les couches de la population travailleuse, manuels ou intellectuels, salariés ou indépendants..»
(2).

Il est vrai que nous estimons qu'affirmer: «*Les problèmes économiques (en régime capitaliste) ne sont pas de la seule compétence des détenteurs de capitaux, des chefs d'entreprises, de l'Etat*» (1) nous semble, pour le moins dangereux, et risque de nous conduire à la planification démocratique et, finalement, à l'association capital-travail.

Et ce risque devient plus grand si l'on affirme que «*le développement de la production est la condition première à une plus ample répartition*».

Nous retrouvons là l'idée essentielle de Henri de MAN: le fameux gâteau et ses parts plus ou moins grandes.

En 1933, on pouvait à la rigueur se laisser abuser par un tel sophisme... Mais aujourd'hui.

En quoi l'augmentation considérable de la productivité survenue durant les dernières décades a-t-elle profité au travailleur payé 600frs. par mois, voué au chômage et à la déqualification.

On ne peut, sous peine de sombrer dans le ridicule, ignorer les lois du régime capitaliste.

Il ne suffit pas d'augmenter le gâteau,encore faut-il qu'il soit comestible!

Mais la fable grotesque du gâteau et de ses parts, n'en constitue pas moins, à certains égards, une trouvaille géniale.

Si l'amélioration du sort des travailleurs est liée à l'augmentation de la production, elle ne dépend pas de la puissance de son syndicat, mais du développement de «*son*» entreprise conditionnée, notamment, par le volume de ses investissements.

Et voilà justifiée la position de De Gaulle sûr l'intéressement des travailleurs aux fruits de l'entreprise!!!

Il est vrai que nous vivons dans un monde qui évolue rapidement. Comme ses adversaires, la classe ouvrière doit, sans cesse, adapter sa stratégie et sa tactique aux exigences de cette évolution.

La seule façon d'éviter la sclérose, qu'à juste titre, semble craindre certains camarades, c'est d'abord de ne jamais perdre de vue que la lutte des classes continue.

L'intégration de nos syndicats dans les organismes de type corporatiste que le régime met en place de l'entreprise à la nation amorcerait, à coup sur, un processus de sclérose mortelle.

Autour des années 40 «*notre idéologie*» (1) n'a pas empêché certaines erreurs funestes.

Répéter les mêmes erreurs, à trente ans d'intervalle, sonnerait le glas de notre syndicalisme.

Il est vrai que, par la force des choses, les travailleurs seraient amenés à reconstruire de nouvelles organisations.

Mais est-ce bien nécessaire ?

Alexandre HÉBERT.